

Discours d'ouverture et de Politique Générale du Président National du RDPC, S.E. Paul BIYA, à l'occasion du 3^{ème} Congrès Ordinaire du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais.

Yaoundé, le 15 septembre 2011

**Excellences,
Mesdames, Messieurs,
Mes chers Camarades,**

Je voudrais d'abord vous dire combien je suis heureux de vous retrouver aujourd'hui, à l'occasion des assises du troisième Congrès Ordinaire du Rassemblement Démocratique du peuple Camerounais, notre grand parti.

Vous m'avez réservé, continuez à me réserver, à mon arrivée en ces lieux, un accueil enthousiaste et chaleureux avec cette touche spéciale propre aux militants du RDPC. J'en suis profondément touché et je tiens à vous en remercier très sincèrement.

J'exprime ma satisfaction aux Camarades des sections du Mfoundi et des sections environnantes pour leur impressionnante mobilisation dont l'ampleur témoigne de la vitalité et de la force de notre grand Parti.

Je remercie tout particulièrement le Président de la section du Mfoundi II, le Camarade Luc Assamba pour ses souhaits de bienvenue et les propos aimables qu'il a tenus à mon endroit.

Je salue la présence parmi nous des Chefs des Missions Diplomatiques et des Représentants des Organisations Internationales, ainsi que celle des observateurs, de nos distingués invités et des représentants des formations politiques nationales et étrangères. Leur présence nous honore et nous réjouit ; elle témoigne des bonnes relations que nous entretenons et de l'importance que nous y attachons réciproquement.

Mesdames, Messieurs,

Avant toutes choses, permettez que je vous invite à rendre hommage à la mémoire de nos camarades qui nous ont quittés depuis notre dernière rencontre.

Je vous prie de bien vouloir vous lever et d'observer une minute de silence en leur mémoire ...

Je vous remercie

Chers camarades,

Le RDPC tient une place prépondérante et joue un rôle majeur dans la vie politique nationale.

Nos militants et nombre de nos concitoyens nous ont accordé leur confiance et notre devoir est de leur rendre compte de l'usage que nous avons fait de cette confiance.

Dès sa naissance, le RDPC a fait le choix de la modernisation. Nos présentes retrouvailles nous donnent l'occasion de consolider notre engagement envers la modernité et le changement, dans un environnement international marqué par des bouleversements aussi fulgurants que complexes.

Deux événements majeurs ont donc ponctué notre vie politique depuis notre dernière rencontre : L'avènement d'Elecam et la modification en 2008 de certaines dispositions de notre Constitution.

La création d'Elecam est venue consacrer une étape décisive dans la modernisation de notre système électoral. Le rôle des partis politiques a été renforcé et la société civile est maintenant impliquée dans la gestion du processus électoral. Les administrations publiques peuvent prêter leur concours à Elecam dans l'exécution de ses missions, et le pouvoir judiciaire peut intervenir en amont du processus électoral avant tout contentieux éventuel.

L'indépendance et la neutralité d'Elecam sont garanties, tout comme la bonne organisation technique et matérielle des scrutins, au même titre que l'ordre et la sécurité des opérations de vote.

La révision de la Constitution intervenue à l'issue de la session ordinaire de l'Assemblée Nationale de mars 2008 a porté sur deux principaux points : D'abord la levée de la limitation des mandats présidentiels et la mise en mouvement d'une dynamique pour parachever le processus de décentralisation.

Par cette double mutation, nous avons voulu rétablir le peuple souverain dans la plénitude de ses prérogatives quant au choix de ses gouvernants et à la conduite de sa destinée.

Avec l'entrée en action effective d'Elecam, les élections de 2011 se dérouleront donc dans un contexte tout à fait nouveau.

En confiant à notre parti ainsi qu'à moi-même le pouvoir de décision et de gestion des affaires publiques, le peuple camerounais a fait du RDPC, de son Président National et du projet politique qu'ils incarnent, les principaux garants de ses espérances, de son destin et de l'avenir de notre beau pays.

Qu'avons-nous donc fait des espoirs fondés sur nous par nos compatriotes ?

Je répondrai sans ambages, en disant simplement que beaucoup a été fait, que beaucoup a été accompli, malgré les obstacles, malgré les difficultés et malgré les crises et leurs multiples conséquences.

Et j'ajoute, au risque de chagriner les champions de la critique pour la critique, au risque de peiner ceux qui ne voient que le mal partout, au risque de décevoir les ténors de la péroraison creuse, et d'affliger les bonimenteurs du chaos, j'ajoute dis-je que nous pouvons, ... mieux, que nous devons être fiers des résultats que nous avons obtenus dans ces conditions si difficiles, pour le bien du Cameroun et du peuple camerounais.

En effet, dans un monde de plus en plus incertain, nous avons veillé à maintenir le cap là où de nombreuses nations, y compris parmi les plus avancées, peinent à conduire leur barque.

Au plan politique,

- Nous avons poursuivi notre politique d'ouverture en direction des autres formations politiques et de la société civile. Nous avons toujours mis en avant le dialogue, la concertation, la participation à la réflexion sur les grands problèmes de la Nation.
- Nous avons amorcé la phase de mise en œuvre de la décentralisation par l'institution des Régions en lieu et place des Provinces, ainsi que le transfert des compétences de l'Etat vers les collectivités décentralisées plus proches des attentes des populations.

Au plan de la morale publique,

- Le dispositif institutionnel pour lutter contre la corruption a été structuré, ainsi :
 - o La Chambre des Comptes, qui juge de la régularité des comptes de l'administration publique et de ses démembrements, cette Chambre dis-je, est désormais fonctionnelle.

- La CONAC, ou Commission Nationale Anti-Corruption est passée de la phase pédagogique et de sensibilisation à une phase véritablement opérationnelle,
- A ces deux structures, s'ajoute l'action de l'Agence Nationale d'Investigation Financière, du Contrôle Supérieur de l'Etat, de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, de celle des différentes commissions ministérielles de lutte contre la corruption, des commissions de passation des marchés placées auprès des institutions publiques et parapubliques, sans oublier le rôle répressif des juridictions nationales traditionnelles.

Grâce à ce dispositif, d'importants résultats ont été obtenus dans la lutte contre la corruption et le détournement des deniers publics.

Toutefois, comme vous le savez, beaucoup reste à faire sur ce terrain très sensible.

Sachez, Mesdames, Messieurs et Chers Camarades, que ma détermination à combattre ce fléau est totale et que la lutte contre la corruption va se poursuivre en s'in-ten-si-fiant, sans complaisance, sans discrimination, indépendamment du statut social ou de l'appartenance politique des personnes incriminées. Personne ne pourra se considérer comme étant au-dessus des lois.

Au plan de l'économie,

Lors de la Campagne présidentielle de 2004, j'avais annoncé une politique de « Grandes Ambitions » pour imprimer un nouvel essor à notre économie.

La première étape de ce programme fut la stabilisation des finances publiques qui avaient été mises à mal par les effets de la crise et les contraintes de l'ajustement structurel. Aujourd'hui, grâce à une rigueur budgétaire retrouvée, et aux sacrifices consentis par le peuple camerounais, nos finances publiques sont revenues à une meilleure orthodoxie.

Mais les contraintes exercées sur l'économie nationale par les impératifs de notre redressement ont sensiblement compromis notre capacité d'investissement et nous n'avons pas pu agir comme nous le souhaitions. Tirant les conséquences de cet état de fait, j'ai décidé d'engager le Cameroun dans une nouvelle stratégie pour la Croissance et l'Emploi visant à faire de notre pays, un pays émergent à l'horizon 2035.

Pour mener à bien cette politique, nous devons axer nos efforts sur l'accélération de la croissance, adossée à une bonne gouvernance et à une gestion stratégique optimale des affaires publiques.

Nous devons donc également poursuivre nos efforts de renforcement de l'Etat de Droit en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes, l'amélioration de l'environnement des affaires et l'accès du citoyen à l'information.

La décentralisation est amorcée pour un accroissement substantiel du rôle économique des régions et l'émergence d'une véritable fonction publique locale débarrassée des tares qui affectent la fonction publique nationale.

En effet, notre fonction publique doit se moderniser, elle doit tourner le dos à l'attentisme, à l'inertie, à l'immobilisme, pour devenir plus efficiente et se donner une éthique à la mesure des enjeux et résolument tournée vers la satisfaction de l'intérêt général.

Chers Camarades,

Cette vision de l'avenir, celle d'un Cameroun émergent auquel nous aspirons tous, nous l'avons baptisée en 2004 « Les Grandes Ambitions ». Cette vision est en train de devenir une réalité. En effet, toutes les études concernant notre programme de « Grandes Ambitions » sont réalisées et nous avons obtenu les financements.

Camarades, chers militants,

Les « Grandes Ambitions » d'hier vont devenir les « Grandes Réalisations ».

Et à partir de janvier 2012, le Cameroun sera transformé en un immense chantier !

Ces « grandes réalisations » vont prendre corps avec les grands projets structurants dont certains sont déjà en cours d'exécution.

Il s'agit, dans le domaine de l'énergie,

- des barrages hydroélectriques de Lom Pangar, Memve'ele, et Mekin, Nachtigal et Song Ndockayo,
- de la centrale de gaz de Kribi,
- de la centrale thermique de Yassa,
- du Yard pétrolier de Limbé.

Il s'agit, dans le domaine des transports, de l'aménagement des structures routières, tel le deuxième pont sur le Wouri, des structures portuaires, avec notamment le port en eau profonde de Kribi et celui de Limbé, et aussi des structures ferroviaires destinées à accompagner l'exécution des grands projets porteurs de croissance.

Il s'agit également de la reprise des activités d'une Compagnie Nationale de transport aérien avec le lancement de « Camair Co ».

Chers Camarades,

L'agriculture et d'une manière plus générale, tout ce qui touche au monde rural, est un aspect essentiel et vital du développement de notre pays.

L'agriculture constitue une mine de richesses énorme pour notre pays, mais son potentiel reste encore largement sous exploité.

La conséquence la plus paradoxale est que notre pays, pour nourrir ses populations, est obligé d'importer des denrées que non seulement il pourrait produire, mais aussi qu'il pourrait exporter... et ceci évidemment aggrave le déficit de notre balance commerciale au lieu de le résorber.

Une telle situation n'est pas tolérable.

La nouvelle politique annoncée au Comice Agricole d'Ebolowa vise à positionner le secteur primaire à l'avant-garde de nos exportations.

Pour ce faire, l'amélioration du cadre de vie des populations rurales est également au cœur de nos préoccupations avec l'intensification des programmes d'accès à l'eau potable et d'électrification par une utilisation optimale des sources d'énergie alternatives, notamment.

Sur le terrain social, les secteurs de l'habitat social, de la santé et de l'éducation sont l'objet de toute notre attention.

Au plan de l'habitat social, nous avons engagé un programme de construction de 10 000 logements sociaux. Au regard de l'ampleur des besoins, il me semble que ce programme n'avance pas à la cadence souhaitée. J'ai donc demandé au Premier Ministre de relancer au plus vite ce programme, en concertation avec l'ensemble des secteurs institutionnels impliqués.

Au plan de la santé, nous poursuivrons le programme d'accroissement des infrastructures hospitalières de proximité en les combinant aux établissements hospitaliers de référence.

A cet effet, je suis heureux d'annoncer la mise en service prochaine de l'hôpital de référence à vocation régionale de Sangmélina et le début des études en vue de la construction de l'hôpital général de Bamenda.

Par ailleurs, il est temps de moderniser notre système d'Assistance et de Prévoyance Sociale en vue de parvenir à la mise en place d'un dispositif de Sécurité Sociale universelle.

Au plan de l'éducation, l'accent continuera d'être mis sur l'amélioration de l'accès à l'éducation de base et aux premiers cycles des enseignements secondaires, général ou technique.

L'objectif à terme demeure celui de former des jeunes prêts à relever le défi de l'emploi ou à accéder à l'enseignement supérieur, lui-même en pleine rénovation à travers le renforcement de la professionnalisation.

Chers Camarades,

Le Cameroun que nous nous efforçons de construire, nous le bâtissons pour assurer une qualité de vie meilleure aux générations présentes, mais aussi à celles à venir, ... nous bâtissons pour le présent et pour le futur.

Le présent et le futur, c'est d'abord la jeunesse.

La jeunesse camerounaise est à l'image de toutes les jeunes dans le monde : elle est angoissée sur son présent et inquiète sur son avenir.

A l'origine de cela, les incertitudes sur l'emploi.

Nulle part dans le monde il n'existe de remède miracle au problème de l'emploi des jeunes. Faut-il pour autant baisser les bras et se soumettre à je ne sais quelle fatalité ?

Bien évidemment NON !!!

Nous avons déjà consacré à la formation de la jeunesse plus d'un cinquième du budget de l'Etat et nous devons imaginer tous ensemble des axes de solutions innovantes qui engagent autant la communauté nationale que les jeunes eux-mêmes.

Pour sa part, l'Etat continuera de jouer son rôle pour contribuer à l'épanouissement des jeunes et, le cas échéant, en prenant des mesures exceptionnelles.

C'est dans ce sens que j'ai prescrit au Premier Ministre Chef du gouvernement de faire procéder cette année à un recrutement spécial de 25 000 jeunes dans la fonction publique.

Mais il faut savoir que l'emploi des jeunes dépend avant tout de notre capacité à créer des richesses. La quête de cette prospérité ne saurait être l'affaire de l'Etat tout seul. Toutes les composantes de la Nation sont concernées et en particulier le secteur privé, premier créateur de richesses du pays, et qui est un partenaire incontournable dans notre lutte contre le chômage.

J'annoncerai bientôt un plan concret pour la création de plusieurs milliers d'emplois. Ce plan sera axé sur la mise en place d'incitations propices à la création d'entreprises de toutes tailles par le secteur privé et notamment par les jeunes, dans tous les secteurs de l'économie, de l'agriculture aux arts, en passant par l'industrie et les services.

Nous envisageons aussi de créer des conditions favorables à une meilleure transformation du secteur informel en un secteur formel bien structuré et plus conforme aux contraintes de la jeunesse.

La jeunesse doit s'investir davantage en milieu rural, riche de gisements d'emplois.

Le secteur de l'économie culturelle est également un secteur porteur pour l'emploi des jeunes. Grâce à notre exceptionnelle diversité le Cameroun est une « mine d'or touristique » et donc un excellent site d'investissement dans les divers domaines de la culture.

Le sport est aussi un secteur porteur de richesses.

Les technologies de l'information et de la communication ouvrent de nouvelles voies d'expression et d'épanouissement aux jeunes.

Vous le constatez, pour les jeunes les gisements d'emploi sont nombreux, à condition qu'ils envisagent la vie avec détermination, humilité et probité, endurance et abnégation, intelligence et observation pour savoir tirer profit des mutations qui s'opèrent dans le monde.

Ce n'est pas en restant en situation d'attente, ni en espérant tout de l'Etat qu'ils trouveront une solution, alors je leur dis : INNOVEZ, CREEZ, et surtout OSEZ !

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui pour assurer le développement du Cameroun, ce sont, bien sûr d'hommes et de femmes entrepreneurs, dotés d'un bon bagage culturel et technique, mais ce sont également d'hommes et de femmes courageux, nantis d'un bon bagage éthique, moral, voire spirituel, profondément acquis aux idéaux d'intégrité et de justice, respectueux de la chose publique.

C'est à ces conditions que notre pays pourra parvenir à l'émergence.

C'est également dans cette optique que j'ai récemment réactivé le Service National de Participation au Développement.

La mise en place en décembre 2009 du Conseil National de la Jeunesse témoigne bien de leur souci de responsabilisation qu'il convient d'encourager et de conforter.

Nous devons redonner l'espoir à nos jeunes, c'est pourquoi, tant dans le processus de rénovation de notre parti que dans la gestion des charges publiques, nous encouragerons plus encore le rajeunissement des appareils dirigeants.

Faire une place significative à la jeunesse, c'est la préparer à prendre la relève, notre relève.

C'est pourquoi j'encourage nos jeunes à participer davantage à la vie politique, le premier symbole de cet engagement se traduisant par l'exercice responsable de leur droit de vote, lors de la prochaine élection présidentielle d'octobre.

Je voudrais maintenant m'adresser spécifiquement à la femme camerounaise pour lui dire que notre vision du développement a toujours considéré la promotion du genre féminin comme un facteur prioritaire de notre réussite collective.

Ce que nous projetons à l'horizon 2035 va plus loin.

- Nous souhaitons réduire les pesanteurs que comportent certaines coutumes et traditions.
- Nous souhaitons renforcer les mesures visant l'épanouissement de la femme, ce sur les plans intellectuel et des valeurs familiales.

Sous mon impulsion, la participation de la femme aux processus de décision s'est nettement améliorée. Nous allons la faire progresser encore aux plans politique, administratif et professionnel.

Chers Camarades,

Avec le concours de la grande majorité des Camerounais et grâce à notre parti, le Cameroun est en mouvement.

Beaucoup de choses ont été faites, beaucoup de choses sont en train de se faire, beaucoup de choses encore sont à venir. Toutes sont porteuses de bien-être et de progrès social.

Nous entendons faire davantage en imprimant une nouvelle dynamique à la vie de la Nation.

Mais pour préserver les acquis et maintenir l'espoir, nous devons toujours et toujours nous en remettre à nos valeurs fondamentales : la Paix, l'Unité, la Solidarité.

La Paix, l'unité et la solidarité sont des valeurs avec lesquelles on ne transige pas.

Nous serons toujours implacables, inflexibles et irréductibles dans le refus de la violence et de la force, préconisées par certains comme moyen d'expression ou de revendication politique dans notre pays.

Je le répète, le Cameroun dispose d'un cadre légal d'expression des libertés fondamentales : liberté politique, liberté syndicale, liberté de culte, liberté d'opinion, liberté de circulation, liberté de la presse et bien d'autres encore.

Face aux enjeux de ce monde en mutation rapide, nous devons unir nos énergies pour qu'au-delà de nos différences, nous puissions relever tous ensemble les défis du futur.

Mes Chers Camarades,

La célébration des cinquantiennes de l'indépendance et de la réunification de notre pays nous a donné l'occasion de repenser notre présent et notre avenir à la lumière de notre passé.

Nous avons retenu de cette réflexion que le peuple camerounais est un peuple jaloux de son indépendance, et c'est en toute indépendance que le Cameroun nourrit ses relations avec les autres pays du monde.

Nous avons retenu aussi l'attachement des Camerounais aux valeurs de Paix, d'Equité et de Solidarité qui constituent le socle de notre action diplomatique. Nous les portons du mieux que nous pouvons dans un monde en proie à des bouleversements inédits qui ébranlent les équilibres et instaurent l'instabilité.

A titre d'exemple, c'est grâce à la volonté commune de nos deux pays qu'une solution pacifique a été trouvée lors du différend frontalier de Bakassi. C'est bien la preuve que la paix est possible dans le monde, à condition bien sûr que les parties aux divers conflits fassent montre de volonté politique et fassent confiance aux instruments internationaux que les Etats se sont librement donnés.

Nous menons la bataille de l'équité pour un juste partage des responsabilités entre tous les continents à l'échelle des relations internationales. C'est le sens du combat que nous menons en faveur d'une place pour l'Afrique au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Enfin notre plaidoyer vise à plus de solidarité entre les peuples : solidarité dans le combat contre la pauvreté et la précarité, solidarité face aux nouvelles contraintes écologiques, solidarité face aux menaces qui pèsent sur la paix et tout particulièrement, solidarité face à la menace terroriste.

Cette solidarité nous entendons la construire d'abord au sein de la zone CEMAC dont nous devons parachever et dynamiser le processus d'intégration.

Nous entendons également la soutenir au sein de l'Union Africaine dont la voix doit résonner avec plus d'écho sur la scène mondiale.

Chers Camarades,

Je viens d'exposer dans leurs grandes lignes les enjeux majeurs de notre projet d'émergence pour notre société.

Le Parti est et doit rester un catalyseur essentiel de ce projet.

Les Camerounais nous font confiance et il nous appartient de continuer de mériter cette confiance.

Nous la mériterons par l'exemple que nous donnerons de rigueur et de moralisation.

La protection de la fortune publique, la lutte contre la corruption, la primauté de l'intérêt général doivent s'imposer aux militants de notre parti. Les cadres du parti, les ministres, les directeurs généraux et les députés issus des rangs du RDPC doivent montrer l'exemple.

Par ailleurs, nous devons intensifier le travail d'occupation du terrain pour dialoguer, discuter, porter le message de la paix, de l'unité et du développement, pour expliquer les objectifs de notre politique, susciter l'adhésion.

Nous devons également continuer d'encourager le débat intérieur au sein de notre famille politique.

En fait, le RDPC doit demeurer un cadre d'ouverture au sein duquel le dialogue, la tolérance, la discussion et le débat continueront d'être les moteurs de l'action.

A nos camarades qui vivent à l'extérieur de nos frontières, je tiens à rappeler qu'ils doivent se comporter en promoteurs et défenseurs de nos idéaux auprès de leurs pays d'accueil, demeurer vigilants pour contrer toute tentative de désinformation ou de diffusion d'une image négative de notre pays.

Le Cameroun attend de sa diaspora qu'elle participe aussi à l'œuvre de construction nationale ; c'est dans le souci d'associer pleinement cette diaspora à la grande dynamique républicaine, que j'ai promulgué, après approbation du Parlement, une loi leur ouvrant le droit de vote.

Mes chers Camarades,

Les convulsions qui secouent le monde, les mutations qui bouleversent les équilibres internationaux, la montée en puissance des pays émergents, les revendications populaires nombreuses sont autant de signes qui montrent à quel point le monde est en train de changer, et avec lui les problématiques qui s'imposent à nous.

Sachons nous doter de tous les outils nécessaires pour y répondre.

- Pour cela le RDPC doit demeurer un Parti fort dans un Etat fort,
- Un Parti Moderne dans un monde en pleine mutation
- Un Parti ambitieux dans un pays en voie d'émergence.

C'est dans la force de nos convictions et dans la ferveur de notre militantisme que nous devons trouver l'énergie nécessaire pour demeurer mobilisés.

C'est dans ce réservoir éthique que nous devons puiser pour faire vivre ce parti par-delà les âges.

Ayons pleinement conscience de notre responsabilité historique et travaillons tous ensemble dans cet esprit pour demeurer le plus grand et le premier parti que nous sommes aujourd'hui.

C'est l'appel que je vous lance à tous en cette circonstance exceptionnelle.

C'est sur cet engagement majeur auquel je vous convie instamment, tous unis et en ordre de bataille, que je déclare ouvert le troisième Congrès ordinaire du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais, le Congrès de la nouvelle dynamique, pour un RDPC toujours plus fort au service du peuple camerounais.

Vive le RDPC, notre grand parti,

Vive le Cameroun,

Je vous remercie.